



LE TEMOIN

Emmanuel Genvrin

Directeur du théâtre Volland, Emmanuel Genvrin est à La Réunion depuis 1979. Né à Chartres il y a trente-cinq ans, il a du sang haïtien par son grand-père.

— Nouvelle tentative de putsch aux Philippines. Etes-vous attentif à ce genre d'information, ou bien cela vous semble-t-il d'un autre âge ?

— Non, j'y suis très sensible. Les Philippines sont des îles créoles et quelque part il y a un lien à faire avec La Réunion et Maurice. Les problèmes culturels qui se posent sont les mêmes : problèmes de métissage. On retrouve aussi la même présence de l'église catholique, le même passé esclavagiste. Les Philippines, c'est comme nous, c'est comme le Brésil : un métissage relativement réussi. Haïti peut être rangé dans le même camp que Manille : une église progressiste et qui peut seule être une force d'opposition. On est dans une période post-coloniale et le décollage économique est encore insuffisant pour établir une démocratie.

— Ne peut-on pas être pauvre et libre ?

— Jusqu'à un passé récent la preuve n'était pas faite. A part l'Inde, il n'existait aucun exemple. Ou alors à chaque fois ça se terminait dans un bain de sang. Le modèle indien n'avait pas essayé. Et puis voilà que le Brésil, Haïti et les Philippines essayent la troisième voie : entre dictature populaire, communiste, et dictature fasciste. Si ces pays tiennent bon, ils serviront de modèle.

— Votre définition de la dictature ?

— C'est l'oppression de l'individu par des groupes.

— Pourriez-vous aller en vacances dans une dictature ?

— Bien sûr, et je l'ai déjà fait. Pour voir. Autant dans les pays de l'Est, qu'en Grèce du temps des colonels, qu'en Afrique du Sud. Ça se ressemble partout. C'est une oppression de tous les jours pour les populations locales.

— Plutôt mort que rouge. Le « slogan » fait-il rire ?

— Il est dépassé. La question n'est pas là. Si le régime Aquino réussit, il le fera au détriment des extrêmes. Ce n'est un secret pour personne : il existe aux Philippines une alliance objective communistes-militaires. Plus la guérilla s'étend, plus la réaction des militaires se légitimise.

— Vous êtes un intellectuel. N'avez-vous pas tué en vous la révolte ? Je vous parle dictature et vous raisonnez.

— Mais parce que l'idéologie démocratique a aujourd'hui ses chances à Manille. Elle n'est plus exclusivement une affaire de riches. Je ne suis pas révolté parce que je suis optimiste. Le soulèvement des militaires ne marchera pas. Ce sont les derniers coups de feu. Les apprentis putschistes ne vont pas dans le sens de l'histoire et mon sentiment de révolte — pour répondre vraiment à votre question — est pondéré par ce sens de l'histoire qui souffle dans le sens de l'expérience démocratique. Le



«drame» des dictatures, qu'elles soient communistes ou militaires, c'est qu'elles ne font la preuve que de leur échec. Franco est mort dans son lit mais c'est une démocratie qui lui a succédé ; quant à Pinochet, le miracle économique n'a été qu'un feu de paille.

— Le Pen fait-il peur ?

— Non. Lui n'est qu'un pâle dictateur. Il ne peut y avoir de dictature qu'en cas de grande menace économique. En France n'existe qu'un simple marasme, dans lequel on s'enfonce doucement.

— On peut donc regarder Le Pen grandir sans inquiétude ?

— C'est un guignol. Il ne fait que 10 %.

— Et ce n'est pas inquiétant que 10 % des Français puissent voter pour un guignol ?

— Il y a toujours eu une extrême droite en France. Simplement elle avait perdu tout son crédit après la Seconde Guerre du fait de la honte nationale. Et puis le temps a passé ; et puis De Gaulle, le grand témoin, est mort, et l'extrême droite a remis le nez à la fenêtre. Cela dit, elle est très composite. Le Pen lui-même n'est pas l'héritier du fascisme mais de la guerre d'Algérie, de la droite colonialiste.

— Vous sortiriez volontiers avec une de ses filles ?

— Ah non. Quand je vois leur tête, ce n'est pas mon monde.

— Peut-on avoir peur, ici, du PCR ? Je fais la à nouveau référence à l'expression : plutôt mort que rouge...

— Les problèmes de démocratie à La Réunion sont loin d'être réglés. Le danger extrémiste existe, tant à gauche qu'à droite. On est trappé, dans ce département, par le fait que la classe moyenne n'est pas représentée. Il n'y a pas d'expression politique modérée. Ni la droite ni la gauche ne sont vraiment démocratiques. « Si tu vas dans mon château, je te protège, mais tu me dois allégeance ». Et puis il y a encore les hommes de main, les nervis. Quand on parle ici de « tenir une mairie », ça dit bien ce que ça veut dire. Le bulletin de vote pacifique ne s'est pas encore imposé. Oui, personnellement, je n'ai pas confiance en la démocratie à La Réunion. A la limite, heureusement qu'il y a une République française pour jouer l'arbitre. Certains ne disent-ils pas que notre île est enceinte du fascisme ? Sans compter que la foule est malléable, prête à tout dans certains cas. Le cas de Madagascar fiche la trouille...

Interview Jean-Louis RABOU

QUOTIDIEN

de la Réunion

ET DE L'OCEAN INDIEN

Directeur de la publication : Maximin Chane Ki Chune